

**RAPPORT N° 01/7-63  
au Conseil Municipal**

**OBJET**

**DOUBLEMENT ET REAMENAGEMENT DU BOULEVARD VAUBAN  
CRAC 2000 VALANT PRE-BILAN DE CLOTURE**

Par délibération du Conseil Municipal en date du 01/08/98, une convention de Mandat d'études et de réalisation a été passée avec la SODIAC pour l'opération de doublement et de réaménagement du Boulevard Vauban et les raccordements définitifs et provisoires au Sud et au Nord de ce nouvel ensemble de voies à sens unique.

Par délibération en date du 30/10/98, un avenant à la convention de mandat a porté l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération à 20.249 KF TTC.

Par délibération en date du 14 décembre 2000, le Conseil Municipal a autorisé la SODIAC à signer un avenant au marché de travaux avec l'entreprise GTOI permettant, tout en restant dans l'enveloppe financière prévisionnelle, de réaliser des travaux d'aménagement complémentaires en particulier la mise en œuvre de mobilier urbain anti-franchissement.

Les travaux concernés par le mandat passé avec la SODIAC au titre du doublement du Boulevard Vauban ont été réceptionnés en date du 8 février 2000. Les dossiers des ouvrages exécutés ont été remis à la collectivité en date du 12 décembre 2000.

Le procès-verbal de remise des ouvrages a été signé par la Commune en date du 28 Août 2001. Le dit procès-verbal a constaté l'achèvement de la mission de la SODIAC au plan technique et le transfert de la garde de l'ouvrage à la collectivité.

Il convient maintenant de constater l'achèvement de la mission de la SODIAC au niveau financier.

Le Compte Rendu annuel d'Activité à la Collectivité pour l'année 2000 valant pré-bilan de clôture établi un coût définitif de l'ouvrage à 20 184 336,31 F TTC.

Compte tenu d'une recette exceptionnelle de 3 000 F TTC correspondant à la vente de dossier d'appel d'offre, le montant de remboursement du coût de l'ouvrage à la charge de la ville s'établit à 20 181 336,31 F TTC.

Les copies des factures ou demandes d'acomptes relatives aux dites dépenses ont été annexées aux demandes de remboursement, la commune est donc en possession de l'ensemble des justificatifs relatifs au coût de l'ouvrage.

Au 31/12/2000, la ville a remboursé à la SODIAC la somme de 19 851 918,53 F TTC. Le solde du remboursement à la charge de la ville s'élève donc à 329 417,78 F TTC dont 158 922,84 F ont déjà fait l'objet d'une demande de remboursement et 170 494,94 F feront l'objet d'une demande de remboursement avant le 31 décembre 2001.

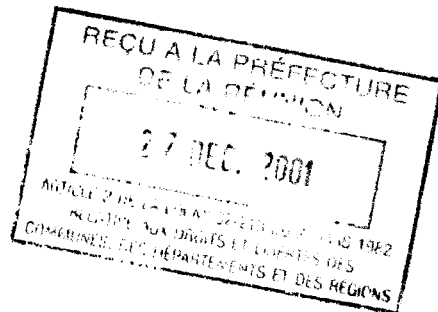
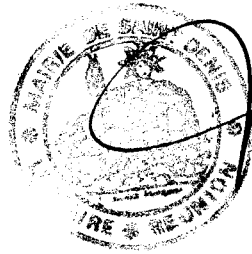
**RAPPORT N° 01/7-63**

Je vous demande donc d'approuver le CRAC 2000 présenté par le Mandataire SODIAC, ayant valeur de pré-bilan de clôture et faisant apparaître un coût total définitif de l'ouvrage s'élevant à 20 184 336,31 F TTC.

Je vous demande en conséquence de donner quitus de la mission de la SODIAC au plan financier et comptable.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**LE MAIRE**  
**René-Paul VICTORIA**



**DELIBERATION N° 01/7-63  
du Conseil Municipal  
en séance du lundi 17 décembre 2001**

**OBJET**

**DOUBLEMENT ET REAMENAGEMENT DU BOULEVARD VAUBAN  
CRAC 2000 VALANT PRE-BILAN DE CLOTURE**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur le RAPPORT N° 01/7-63 du Maire ;

Vu le rapport du Maire, présenté au nom des Commissions Cadre de Vie et Habitat / Finances et Administration Générale ;

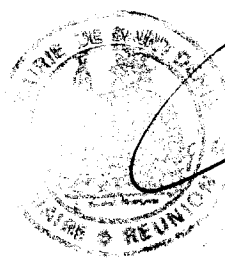
Sur l'avis favorable desdites Commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
A L'UNANIMITE DES VOTANTS**

Approuve le Compte Rendu d'Activité à la Collectivité 2000 valant pré-bilan de clôture, présenté par le Mandataire SODIAC, qui fixe le coût définitif de l'ouvrage à 20 184 336,31 Francs TTC. Donne quitus à la SODIAC de sa mission de mandataire au niveau financier et comptable.

Pour extrait certifié conforme  
fait à Saint-Denis, le **24 DEC. 2001**

**LE MAIRE  
René-Paul VICTORIA**



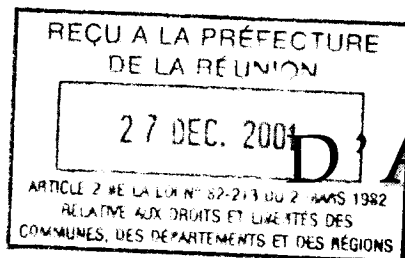
# DOUBLEMENT DU BOULEVARD VAUBAN

ANNEXE AU RAPPORT N° 01768

Vu par le Conseil Municipal  
en séance du 17/12/2001.



## COMPTRE-RENDU

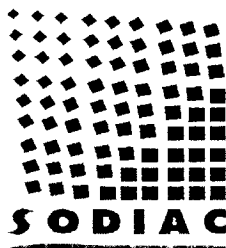


## D'ACTIVITE

## A LA COLLECTIVITE

EXERCICE 2000

## VALANT PRE-BILAN DE CLÔTURE



**SOCIETE DIONYSIENNE  
D'AMENAGEMENT ET DE CONSTRUCTION**

50 Quai Ouest  
BP 710  
97473 SAINT-DENIS CEDEX

# SOMMAIRE

<b>1 - PRESENTATION DE L'OPERATION</b>	<b>3</b>
1.1- PRÉAMBULE	3
1.2 - LES ENJEUX ET LES OBJECTIFS	3
1.3 - LE PROGRAMME DE L'OPÉRATION	4
1.3.1 <i>Le projet d'infrastructure</i>	5
1.3.2 <i>La requalification des espaces publics</i>	5
1.3.3 <i>Les raccordements Sud et Nord à plus long terme</i>	5
1.4 - RAPPEL DES DONNÉES ADMINISTRATIVES DU MANDAT	6
1.5 - RAPPEL DES DONNÉES JURIDIQUES	6
1.6 - RAPPEL DES DONNÉES CONTRACTUELLES	7
<b>2 - ETAT DES REALISATIONS AU 31/12/00</b>	<b>8</b>
2.1 - LES ACQUISITIONS	8
2.2 - LES TRAVAUX	8
<b>3 - PRE-BILAN DE CLOTURE</b>	<b>10</b>
3.1 - DÉPENSES	10
3.2 - REMBOURSEMENT DES DEPENSES	11
3.3 - COMMENTAIRES SUR LE PRE-BILAN DE CLOTURE	11
<b>4 - TRESORERIE</b>	<b>12</b>
<b>5 - ANNEXE</b>	<b>12</b>

# CRAC 2000 valant pré-bilan de clôture DOUBLEMENT DU BOULEVARD VAUBAN

Le présent Compte Rendu d'Activité à la Collectivité concerne l'opération de doublement et de réaménagement du boulevard Vauban et les raccordements provisoires ou définitifs au Sud et au Nord de ce nouvel ensemble de voies à sens unique.

Il est établi conformément aux lois du 7 juillet 1983 et 8 février 1995 et en application de la convention de mandat.

Ce rapport vise à présenter à la Ville de Saint-Denis, Mandant, une description de l'avancement de l'opération en termes physiques et financiers notamment, afin de lui donner les moyens de suivre le déroulement de l'opération et lui permettre de décider, le cas échéant, des mesures à prendre pour maîtriser l'évolution de l'opération.

# 1 - PRESENTATION DE L'OPERATION

## 1.1– Préambule

L'opération de réaménagement et de doublement du boulevard Vauban s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des conditions de déplacement sur la Ville de Saint-Denis.

En effet, les études du Plan de Déplacements Urbains réalisées en 1993 – 1994 avaient mis en évidence la nécessité de réaliser à court terme, le doublement du boulevard afin d'améliorer et de renforcer les liaisons Nord / Sud entre le front de mer et à terme le boulevard Sud.

Le 25 février 1995, le Conseil Municipal a très précisément défini les objectifs assignés à l'opération et notamment les aspects d'insertion urbaine à considérer en accompagnement du projet routier "classique".

Compte tenu de la complexité des études à mener, due à l'imbrication de thèmes d'études ressortant des champs de compétences très différents, le Conseil Municipal lors de cette même séance du 25/02/95 a autorisé le recours à la procédure du marché d'études de définitions concurrentes permettant de retenir un projet lauréat répondant le mieux à l'ensemble des contraintes et des objectifs fixés.

A l'issue de cette procédure et sur avis du jury de concours le Conseil Municipal du 06 octobre 1995 a décidé de retenir le groupement URVOY / BCEOM.

Au stade des études préalables et de la mise au point définitive du programme, la Commune a décidé de confier à la SODIAC un mandat en vue de procéder en son nom et pour son compte aux études techniques nécessaires et à la réalisation de l'opération.

## 1.2 – Les enjeux et les objectifs

Le périmètre d'études retenu dans le cadre de cette opération est délimité par :

- la route Digue et la rue Bois de Nèfles au Sud,
- le boulevard Vauban et les amorces des rues Monthyon et Général de Gaulle à l'Ouest,
- la partie occidentale du quartier de Champ-Fleuri à l'Est,
- le quartier du Butor au Nord.

A terme, avec la construction du boulevard Sud, la fonction de distribution des trafics vers l'hyper centre par l'axe Vauban va s'accroître.

Jusqu'à la livraison de la section "Cœur de Ville" du boulevard Sud, l'amélioration de cet axe permettra d'optimiser le fonctionnement de la rocade Sud constituée par les rues Bertin, Monthyon et de Gaulle qui continueront à supporter des trafics intenses.

La mise à sens unique des voies Marcel Pagnol et Vauban, la création d'un nouveau pont sur la ravine du Butor permettent d'augmenter la capacité des différents carrefours intéressés par le projet et d'améliorer la lisibilité du réseau et la fluidité du trafic.

En marge de ce projet routier, des objectifs d'insertion urbaine sont également recherchés :

- impact de l'opération au plan des nuisances phoniques,
- parti d'aménagement paysager soulignant l'axe de la ravine du Butor vers l'océan et la continuité paysagère avec le Parc Urbain,
- solutions actuelles et futures aux difficultés d'accès au quartier de Champ-Fleuri,
- opportunité de retraiter l'actuel boulevard Vauban pour une meilleure qualité de vie des riverains (logements, écoles, équipements),
- gestion de phases transitoires de raccordement de cette nouvelle voie et ses extrémités Nord et Sud, en attendant les grands projets du boulevard Sud et du Front de Mer.

### **1.3 – Le programme de l'opération**

Les études de définition ont permis d'établir le programme des études à mener afin de répondre aux objectifs fixés et d'estimer pour chaque prestation identifiée :

- les buts et performances à atteindre,
- les techniques de base à utiliser,
- les moyens à mettre en œuvre en terme de compétences et de matériel,
- les niveaux de prix et leur mode de calcul,
- les délais de réalisation,
- ainsi que le phasage le plus adéquat pour l'exécution de ces prestations.

Le programme définitif de l'opération a été arrêté en tenant compte des évolutions du projet liées :

- à l'approfondissement des objectifs initiaux par l'étude de définition lauréate, puis par l'esquisse,
- aux informations recueillies auprès du public et des riverains pendant la période de concertation tenue en juillet et août 1997,
- aux évolutions des projets voisins interférant : boulevard Sud, TCSP, Front de Mer.



### 1.3.1 Le projet d'infrastructure

La première phase fonctionnelle correspond aux travaux nécessaires à la mise en service, au plus tard fin 99 (date de livraison de la section Gimart / Digue du Boulevard Sud) du plan de circulation avec mise à sens unique des deux boulevards de part et d'autre de la ravine du Butor :

- Création d'une voie nouvelle en rive droite de la ravine du Butor, comportant deux files en sens Sud → Nord, deux trottoirs et un couloir cyclable. Cette voie nouvelle, dans l'emprise réservée au POS, sera en partie créée sur l'actuelle rue Marcel Pagnol.
- Création d'un ouvrage d'art sur la ravine du Butor comportant deux files en sens Est → Ouest et deux trottoirs, dans l'axe de la rue Général de Gaulle.
- Création d'une voie de liaison entre ce nouveau pont et la rue de Gaulle, aux mêmes caractéristiques géométriques, et réaménagement du carrefour Butor / Vauban / De Gaulle.
- Réaménagement des carrefours :
  - \* Vauban / Bois de Nèfles
  - \* Digue / Lycée / Jean Cocteau.

Cette première phase préfigure des actions complémentaires permettant à terme :

- la prolongation de la voie nouvelle en rive droite jusqu'à son débouché sur l'axe du TCSP rue Léopold Rambaud,
- la requalification de l'axe Butor / De Gaulle mis à sens unique Nord → Sud dans le cadre du réaménagement du carrefour du Butor.

### 1.3.2 La requalification des espaces publics

L'opération comprend un important volet de réaménagement et de mise en valeur des espaces publics, afin de donner une image urbaine cohérente et une identité particulière aux deux secteurs situés de part et d'autre de la ravine du Butor :

- création de pistes et bandes cyclables,
- parvis de l'école Vauban 1,
- aménagements piétons et paysagers sur les berges de la ravine,
- prolongement du Mail de Champ-Fleuri au Sud du théâtre, incluant des aires de stationnement,
- parvis du théâtre.

### 1.3.3 Les raccordements Sud et Nord à plus long terme

Le raccordement définitif au boulevard Sud est abouti au stade du projet. Les travaux du futur carrefour boulevard Sud / Vauban devraient intervenir à partir du début 2000 pour une livraison courant 2001.

Le raccordement définitif au Front de Mer est une opération à plus long terme, puisqu'il n'est pas prévu dans le cadre du plan de circulation à court terme "Butor / UMAB". Le tracé de cette future liaison Vauban Est → RN2 ne sera arrêté qu'après élaboration des études préliminaires sur l'ensemble du Front de Mer.

#### **1.4 – Rappel des données administratives du mandat**

- Autorisation de confier une convention de mandat d'études et de réalisation à la SODIAC avec transfert du contrat de Maîtrise d'œuvre à la SODIAC (avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre) :

Conseil municipal du 01/08/97, délibération n°97/5.22

Reçue en Préfecture le 25/11/99

Date de notification : le 27/11/99

La réception des travaux est prévue au 3<sup>ème</sup> trimestre 1999.

La convention de mandat expire au terme de la garantie de parfait achèvement, de la liquidation des marchés et de la reddition définitive des comptes.

- Approbation du programme de l'opération et du bilan financier prévisionnel :

Conseil municipal du 15/10/97, délibération n°97/7.03

- Approbation de l'avenant n°1 à la convention de mandat confié à la SODIAC

Conseil municipal du 30/10/98, délibération n°98/6.47

Reçue en Préfecture le 10/11/98

Date de notification : le 30/11/98

- Approbation du CRAC 1998

Conseil municipal du 14/12/99, délibération n°99/7.30

- Approbation du CRAC 1999

Conseil municipal du 20/10/2000, délibération n°00/6-67

#### **1.5 – Rappel des données juridiques**

- Lancement de la Concertation Préalable

Conseil municipal du 06/10/95, délibération n° 95/5.30

- Approbation du bilan de la Concertation Préalable

Conseil municipal du 03/10/97, délibération n° 97/6.59

- Lancement de l'Enquête Publique valant enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique

Conseil municipal du 27/03/98, délibération n°98/2.20

- Arrêté d'ouverture d'enquête publique n°98.1461/DR1 en date du 26/06/98
- Arrêté de Déclaration d'Utilité Publique n°98.2397/DR1 en date du 22/09/98
- Autorisation à la SODIAC de poursuivre la procédure d'expropriation  
Conseil municipal du 30/10/98, délibération n°98/6.47
- Arrêté d'ouverture d'enquête parcellaire n°99.01513/DR1 en date du 28/06/99  
L'enquête s'est déroulée du 01/09/99 au 30/09/99
- Arrêté de cessibilité n°99.3562/DR1 en date du 14/12/99
- Ordonnance d'expropriation n°99/00016 en date du 28/12/99

#### **1.6 – Rappel des données contractuelles**

- Autorisation de passer des marchés d'études de définition  
Conseil municipal du 25/02/95, délibération n°95/1.36
- Autorisation de passer le marché de Maîtrise d'œuvre  
Conseil municipal du 06/10/95, délibération n°95/5.39
- Approbation du dossier d'avant-projet  
Conseil municipal du 27/03/98, délibération n°98/2.20
- Autorisation au mandataire SODIAC de signer le marché de Coordonnateur SPS avec SOCOTEC  
Décision n°474/98 du 30/04/98
- Approbation du dossier Projet et autorisation au mandataire SODIAC de lancer l'appel d'offres et de signer les marchés  
Conseil municipal du 31/07/98, délibération n°98/5.08

- Autorisation au mandataire SODIAC de signer l'avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre BCEOM / URVOY

Conseil municipal du 18/12/98, délibération n°98/7.36

- Autorisation au mandataire SODIAC de signer l'avenant n°1 au marché de travaux avec l'entreprise GTOI

Conseil municipal du 14/12/00, délibération n°00/8-55

## **2 – ETAT DES REALISATIONS AU 31/12/2000**

### **2.1 – Les acquisitions**

Quatre unités foncières étaient concernées par l'opération (Cf. § 1-5).

Une seule acquisition amiable a été effectuée auprès de la SIDR. Les trois autres unités foncières ont fait l'objet d'une acquisition par voie d'expropriation. L'ordonnance d'expropriation a été prononcée en date du 28/12/99.

Pour deux unités foncières, l'indemnité fixée par le juge a été soit versée au propriétaire, soit consignée à la Caisse des Dépôts et Consignations (propriétaire inconnu).

Pour la dernière unité foncière, la Ville de Saint-Denis, sur proposition de la SODIAC, a fait appel du jugement de fixation des indemnités.

Le jugement en Cour d'Appel a été rendu le 24 septembre 2001.

L'indemnité doit être versée au propriétaire par la Ville dans les trois mois de la date dudit jugement.

### **2.2 – Les travaux**

L'ordre de service de démarrage des travaux de la tranche ferme a été délivré à l'entreprise avec effet à la date du 08/02/99.

Les tranches conditionnelles n°1 à 4 ont été engagées par ordre de service avec effet à la date du 29/03/99.

Pour mémoire, la tranche conditionnelle n°5 relative à l'aménagement d'une zone de stationnement provisoire a fait l'objet d'une intervention en régie municipale.

En décembre 2000, il a été proposé d'engager un programme de travaux complémentaires dont le coût serait contenu dans l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération, à savoir 20 249 KF TTC.

Les prestations correspondantes à ce programme de travaux complémentaires concernent notamment :

- la mise en place d'un garde-corps sur le parvis du théâtre au contact de la rue Marcel Pagnol,
- la mise en place de bancs sur le parking / parvis de l'école élémentaire Vauban I,
- le renforcement et la densification du couvert végétal sur la totalité des aménagements paysagers ainsi qu'un complément d'irrigation au carrefour formé par les rues Marcel Pagnol et André Malraux.

Cette proposition arrêtée en concertation avec les services exploitants de la Commune, Directions de l'Environnement et de la Voirie, a fait l'objet d'un devis établi par l'entreprise titulaire du marché à 122 579,65 F TTC.

Les travaux de doublement et réaménagement du boulevard Vauban réalisés par l'entreprise GTOI ont été réceptionnés en date du 8/2/00.

Les dossiers des ouvrages exécutés ont été remis à la Commune en date du 12/12/00.

Le procès-verbal de remise des ouvrages a été établi et signé par la Commune en date du 21/8/01.

Le dit procès-verbal a constaté l'achèvement de la mission de la SODIAC au plan technique et le transfert de la garde de l'ouvrage à la collectivité.

L'ensemble des DGD ont été approuvés à l'exception du DGD du marché de l'entreprise GTOI dont l'approbation est prévue avant le 31/12/01.

### 3 – PRE-BILAN DE CLÔTURE

Le pré-bilan de clôture est établi sur la base des dépenses réglées au 31/12/2000 et des dépenses à régler pour aboutir à la clôture financière de l'opération.

#### 3.1 – Dépenses

RUBRIQUES	Bilan du mandat approuvé par DCM du 20/10/00 (CRAC 99) (en KF TTC)	Réalisé au 31/12/00 (en francs TTC)	Dépenses à réaliser jusqu'à clôture du mandat (en francs TTC)	Coût définitif de l'ouvrage (en francs TTC)
<b>Etudes techniques conception</b>				
- étude SPS	13	12 592,50	0	12 592,50
- étude acoustique	91	90 885,00	0	90 885,00
<b>Maîtrise d'œuvre</b>				
- phase conception	793	747 884,03	0	747 884,03
- phase réalisation	697	578 507,43	134 249,15	712 756,58
<b>Etudes techniques réalisation</b>				
- étude SPS	63	63 707,86	0	63 707,86
- essais et contrôle des ouvrages	19			
<b>Marché de travaux</b>				
- marché de base	16 740	16 735 102,43	0,61	16 735 103,04
- Avenant	123	0	122 579,65	122 579,65
<b>Autres travaux</b>				
- déplacement poste HTA/BT	365	370 146,22	0	370 146,22
<b>Frais divers</b>	340	308 417,09	0	308 417,09
<b>Honoraires Mandataire</b>				
- phase conception	219	219 000,00	0	219 000,00
- phase réalisation (3,2% HT/TTC)	643	632 466,04	8 949,36	641 415,40
- clôture d'opération	40	0	40 145,00	40 145,00
- procédure d'acquisition foncière	88	86 800,00	0	86 800,00
<b>Frais financiers</b>	15	31 051,36	1 852,58	32 903,94
<b>TOTAUX</b>	<b>20 249</b>	<b>19 876 559,96</b>	<b>307 776,35</b>	<b>20 184 336,31</b>

### 3.2 – Remboursement des dépenses

La ville de Saint-Denis a, au 31/12/2000, remboursé les dépenses engagées au nom et pour son compte à la SODIAC à hauteur de 19 851 918,53 F.

Durant l'année 2001, les demandes de remboursement effectuées par la SODIAC auprès de la ville de Saint-Denis se sont élevées à :

30/05/2001 : 24 641,45 F (réglé au 31/10/01)  
31/08/2001 : 32,24 F  
03/10/2001 : 134 249,15 F

TOTAL 158 922,84 F

L'opération de mandat ayant encaissé une recette de 3 000 Francs au titre de la vente de dossiers d'appel d'offres, le solde du remboursement de la ville au titre du présent mandat s'élève à :

Coût de l'ouvrage :	20 184 336,31 F TTC
- Recette exceptionnelle :	- 3 000,00 F
- Remboursement effectué par la ville en 2000 :	- 19 851 918,53 F TTC
- Remboursement demandé à la ville en 2001 :	- 158 922,84 F TTC
Soit un solde de	<u>170 494,94 F TTC</u>

### 3.3 – Commentaires sur le pré-bilan de clôture

L'avenant à la convention de Mandat signé le 09/11/98 fixait une enveloppe financière prévisionnelle HT de 18.492 KF, soit **20.249 KF TTC**.

Le bilan de pré-clôture de cette opération s'inscrit dans le respect de cet objectif.

Le solde de la provision pour « imprévus » a par ailleurs permis de procéder à quelques travaux d'aménagements complémentaires, en particulier la mise en œuvre de mobiliers urbains anti-franchissement, ce qui n'était pas prévu dans le programme initial.

Il est précisé que lors des demandes de remboursement des dépenses effectuées au nom et pour le compte de la ville de Saint-Denis, la SODIAC joint à la demande l'ensemble des pièces justificatives correspondantes (factures; mémoires ou demandes d'acomptes).

## **4 – TRESORERIE**

Au 31 décembre 2000, la trésorerie de l'opération s'établissait à – 26 641,43 Francs. Cette somme a été remboursée par la Commune au troisième trimestre 2001.

## **5 – ANNEXE**

Etat comptable récapitulatif des dépenses et des recettes au 31/12/2000.



# Opération 111 MANDAT DU BOULEVARD VAUBAN

Heure : 08:33  
Date : 21/11/01

## DEPENSES REALISEES AU 31/12/2000

Date Ar	Mois	Iméro Chro	N° auto	Nom Fournisseurs	Libellé	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
15/07/99	12 / 97		103504	BCEOM	AC 01	140,00 F	13,30 F	153,30
31/03/98	03 / 98		98515	BCEOM	AC 02	158 684,57 F	15 075,03 F	173 759,60
31/03/98	03 / 98		98515	BCEOM	AC 02	0,00 F	0,00 F	0,00
06/08/98	07 / 98		99327	BCEOM	AC 03	0,00 F	0,00 F	0,00
06/08/98	07 / 98		99327	BCEOM	AC 03	234 288,24 F	22 257,38 F	256 545,62
06/01/99	11 / 98		100621	BCEOM	AC 04	0,00 F	0,00 F	0,00
06/01/99	11 / 98		100621	BCEOM	AC 04	82 831,20 F	7 868,96 F	90 700,16
03/06/99	05 / 99	13974	103505	BCEOM	AC 06	57 185,87 F	5 432,66 F	62 618,53
03/09/99	08 / 99	14879	103940	BCEOM	AC 07	-41 416,20 F	-3 934,54 F	-45 350,74
31/03/98	03 / 98		98516	DEEP MR FRANTZ LIMIER	AC 02	8 500,00 F	807,50 F	9 307,50
<b>MARCHE N° 97028 L.01</b>						<b>500 213,68 F</b>	<b>47 520,29 F</b>	<b>547 733,97 F</b>
23/07/99	01 / 98		103506	CABINET URVOY	AC 01	2 594,95 F	246,52 F	2 841,47
06/08/98	07 / 98		99851	CABINET URVOY	AC 02	79 975,13 F	7 597,64 F	87 572,77
06/08/98	07 / 98		99851	CABINET URVOY	AC 02	0,00 F	0,00 F	0,00
03/05/99	04 / 99	13648	102068	CABINET URVOY	AC 03	135 131,56 F	12 837,50 F	147 969,06
23/07/99	05 / 99	13975	103507	CABINET URVOY	AC 04	-34 916,20 F	-3 317,04 F	-38 233,24
<b>MARCHE N° 97028 L.02</b>						<b>182 785,44 F</b>	<b>17 364,62 F</b>	<b>200 150,06 F</b>
30/06/98	06 / 98		99126	SOCOTEC	AC 01	6 000,00 F	570,00 F	6 570,00
11/09/98	08 / 98		99561	SOCOTEC	AC 02	5 500,00 F	522,50 F	6 022,50
<b>MARCHE N° 98013 L.01</b>						<b>11 500,00 F</b>	<b>1 092,50 F</b>	<b>12 592,50 F</b>
27/05/98	04 / 98		98731	BETURE CONSEIL	AC 01	83 000,00 F	7 885,00 F	90 885,00
<b>MARCHE N° 98015 L.01</b>						<b>83 000,00 F</b>	<b>7 885,00 F</b>	<b>90 885,00 F</b>
<b>LB 5100 ETUDE PREOPERATIONNELLE</b>						<b>777 499,12 F</b>	<b>73 862,41 F</b>	<b>851 361,53 F</b>
<b>PRD 1 ETUDE PREOPERATIONNELLE</b>						<b>777 499,12 F</b>	<b>73 862,41 F</b>	<b>851 361,53 F</b>
01/07/99	05 / 99	14218	103458	BABICH WELBOND REUNI	AC 03	39 707,78 F	3 772,24 F	43 480,02
19/07/99	06 / 99	14351	103469	BABICH WELBOND REUNI	AC 04	166 850,40 F	15 850,79 F	182 701,19
01/09/99	07 / 99	14838	103938	BABICH WELBOND REUNI	AC 05	30 865,50 F	2 932,22 F	33 797,72
06/04/99	03 / 99	13385	101926	BMCT	AC 01	182 652,00 F	17 351,94 F	200 003,94
11/05/99	04 / 99	13749	102568	BMCT	AC 02	28 430,40 F	2 700,89 F	31 131,29
01/07/99	05 / 99	14218	103457	BMCT	AC 03	112 825,80 F	10 718,45 F	123 544,25
19/07/99	06 / 99	14351	103468	BMCT	AC 04	62 547,05 F	5 941,97 F	68 489,02
01/09/99	07 / 99	14838	103937	BMCT	AC 05	74 731,74 F	7 099,52 F	81 831,26
04/10/99	08 / 99	15167	104210	BMCT	AC 06	34 520,16 F	3 279,41 F	37 799,57
19/07/99	06 / 99	14351	103465	ECLA	AC 04	160 759,00 F	15 272,11 F	176 031,11
01/09/99	07 / 99	14838	103934	ECLA	AC 05	140 239,00 F	13 322,71 F	153 561,71
04/10/99	08 / 99	15167	104208	ECLA	AC 06	92 670,33 F	8 803,68 F	101 474,01
02/11/99	09 / 99	15433	104418	ECLA	AC 07	92 670,41 F	8 803,69 F	101 474,10
18/11/99	10 / 99	15595	104548	ECLA	AC 08	174 040,00 F	16 533,80 F	190 573,80
03/12/99	11 / 99	15755	104771	ECLA	AC 09	87 638,16 F	8 325,63 F	95 963,79
31/12/99	12 / 99	16250	105242	ECLA	AC 10	256 549,22 F	24 372,18 F	280 921,40
01/07/99	05 / 99	14218	103456	FORINTECH	AC 03	622 852,68 F	59 171,00 F	682 023,68
19/07/99	06 / 99	14351	103467	FORINTECH	AC 04	136 397,32 F	12 957,75 F	149 355,07
31/12/99	12 / 99	16250	105245	FORINTECH	AC 10	59 249,10 F	5 628,66 F	64 877,76
06/04/99	03 / 99	13385	101927	GTOI	AC 01	53 813,36 F	5 112,27 F	58 925,63

**Opération 111 MANDAT DU BOULEVARD VAUBAN**

Heure : 08:33

Date : 21/11/01

**DEPENSES REALISEES AU 31/12/2000**

Date Ar	Mois	Iméro Chro	N° auto	Nom Fournisseurs	Libellé	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
06/04/99	03 / 99	13385	101925	GTOI	AC 01	839 801,75 F	79 781,17 F	919 582,9
11/05/99	04 / 99	13749	102567	GTOI	AC 02	58 105,65 F	5 520,04 F	63 625,6
11/05/99	04 / 99	13749	102566	GTOI	AC 02	1 075 577,13 F	102 179,83 F	1 177 756,9
01/07/99	05 / 99	14218	103455	GTOI	AC 03	949 728,05 F	90 224,16 F	1 039 952,2
19/07/99	06 / 99	14351	103464	GTOI	AC 04	2 133 347,67 F	202 668,01 F	2 336 015,6
01/09/99	07 / 99	14838	103933	GTOI	AC 05	1 833 016,27 F	174 136,54 F	2 007 152,8
04/10/99	08 / 99	15167	104207	GTOI	AC 06	1 535 723,45 F	145 893,73 F	1 681 617,1
02/11/99	09 / 99	15433	104417	GTOI	AC 07	626 845,82 F	59 550,35 F	686 396,1
18/11/99	10 / 99	15595	104547	GTOI	AC 08	790 939,99 F	75 139,29 F	866 079,2
03/12/99	11 / 99	15755	104770	GTOI	AC 09	647 777,56 F	61 538,86 F	709 316,4
31/12/99	12 / 99	16250	105241	GTOI	AC 10	277 016,30 F	26 316,55 F	303 332,8
20/04/00	03 / 00	17094	106634	GTOI	AC N° 11	15 699,14 F	1 334,43 F	17 033,5
05/07/00	05 / 00	17885	107205	GTOI	DA 12	320 014,85 F	27 201,26 F	347 216,1
18/12/00	11 / 00	19831	109318	GTOI	AC 13	22 928,18 F	1 948,90 F	24 877,0
19/07/99	06 / 99	14351	103466	IRRIG MATIC	AC 04	56 829,00 F	5 398,76 F	62 227,7
01/09/99	07 / 99	14838	103936	IRRIG MATIC	AC 05	85 143,75 F	8 088,66 F	93 232,4
03/12/99	11 / 99	15755	104773	IRRIG MATIC	AC 09	66 327,10 F	6 301,07 F	72 628,1
31/12/99	12 / 99	16250	105244	IRRIG MATIC	AC 10	19 712,50 F	1 872,69 F	21 585,1
05/07/00	05 / 00	17885	107206	IRRIG MATIC	DA 12	56 852,75 F	4 832,48 F	61 685,2
20/04/00	03 / 00	17094	106636	SAPEF	AC N° 11	2 094,88 F	178,07 F	2 272,9
05/07/00	05 / 00	17885	107207	SAPEF	DA 12	4 151,50 F	352,88 F	4 504,3
01/09/99	07 / 99	14838	103935	SPIE REUNION	AC 05	97 390,47 F	9 252,09 F	106 642,5
04/10/99	08 / 99	15167	104209	SPIE REUNION	AC 06	349 645,33 F	33 216,31 F	382 861,6
02/11/99	09 / 99	15433	104419	SPIE REUNION	AC 07	50 472,84 F	4 794,92 F	55 267,7
18/11/99	10 / 99	15595	104549	SPIE REUNION	AC 08	105 759,00 F	10 047,11 F	115 806,1
03/12/99	11 / 99	15755	104772	SPIE REUNION	AC 09	34 634,16 F	3 290,25 F	37 924,4
31/12/99	12 / 99	16250	105243	SPIE REUNION	AC 10	144 848,26 F	13 760,58 F	158 608,8
20/04/00	03 / 00	17094	106635	SPIE REUNION	AC N°11	47 087,35 F	4 002,42 F	51 089,7
19/07/99	06 / 99	14351	103470	VSL France	AC 04	140 000,00 F	13 300,00 F	153 300,0
01/09/99	07 / 99	14838	103939	VSL France	AC 05	290 000,00 F	27 550,00 F	317 550,0
<b>MARCHE N° 98061 L.01</b>						<b>15 287 480,14 F</b>	<b>1 447 622,29 F</b>	<b>16 735 102,43 F</b>
<b>LB 5442 TRAVAUX VRD PRIMAIRES</b>						<b>15 287 480,14 F</b>	<b>1 447 622,29 F</b>	<b>16 735 102,43 F</b>
<b>PRD 4 TRAVAUX VRD PRIMAIRES</b>						<b>15 287 480,14 F</b>	<b>1 447 622,29 F</b>	<b>16 735 102,43 F</b>
03/02/99	02 / 99	14485	101578	EDF	FA / CDE 99037	332 993,51 F	31 634,40 F	364 627,9
03/02/99	02 / 99	14485	101578	EDF	FA / CDE 99037	0,00 F	0,00 F	0,00 F
26/09/00	09 / 00	19552	107803	EDF	DEVIS 04597010	5 086,00 F	432,31 F	5 518,3
<b>MARCHE N°</b>						<b>338 079,51 F</b>	<b>32 066,71 F</b>	<b>370 146,22 F</b>
<b>LB 5410 TRAVAUX DIVERS</b>						<b>338 079,51 F</b>	<b>32 066,71 F</b>	<b>370 146,22 F</b>
<b>PRD 7 TRAVAUX DIVERS</b>						<b>338 079,51 F</b>	<b>32 066,71 F</b>	<b>370 146,22 F</b>
03/05/99	04 / 99		102066	BCEOM	AC 05	100 771,89 F	9 573,33 F	110 345,2
03/06/99	05 / 99	13974	103505	BCEOM	AC 06	34 748,44 F	3 301,10 F	38 049,5
03/09/99	08 / 99	14879	103940	BCEOM	AC 07	117 146,91 F	11 128,96 F	128 275,8
03/12/99	11 / 99	15756	104774	BCEOM	AC 08	112 115,10 F	10 650,93 F	122 766,0
22/11/00	10 / 00	19561	109084	BCEOM	AC 09	58 621,95 F	4 982,87 F	63 604,8

**Opération 111 MANDAT DU BOULEVARD VAUBAN**

Heure : 08:33

Date : 21/11/01

**DEPENSES REALISEES AU 31/12/2000**

Date Ar	Mois	Iméro Chro	N° auto	Nom Fournisseurs	Libellé	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
03/05/99	04 / 99	13647	102067	DEEP MR FRANTZ LIMIER	AC 05	15 809,22 F	1 501,88 F	17 311,1
03/12/99	11 / 99	15756	104775	DEEP MR FRANTZ LIMIER	AC 08	16 992,17 F	1 614,26 F	18 606,4
22/11/00	10 / 00	19561	109085	DEEP MR FRANTZ LIMIER	AC 09	7 457,39 F	633,88 F	8 091,2
<b>MARCHE N° 97028 L.01</b>						<b>463 663,07 F</b>	<b>43 387,21 F</b>	<b>507 050,28</b>
23/07/99	05 / 99	13975	103507	CABINET URVOY	AC 04	65 257,67 F	6 199,48 F	71 457,1
<b>MARCHE N° 97028 L.02</b>						<b>65 257,67 F</b>	<b>6 199,48 F</b>	<b>71 457,15</b>
<b>LB 5500 MAITRISE D'OEUVRE</b>						<b>528 920,74 F</b>	<b>49 586,69 F</b>	<b>578 507,43</b>
02/04/99	03 / 99	13376	101940	SOCOTEC	AC 03	3 790,14 F	360,06 F	4 150,2
16/04/99	04 / 99	13502	101941	SOCOTEC	AC 04	3 790,15 F	360,06 F	4 150,2
21/05/99	05 / 99	13823	102592	SOCOTEC	AC 05	3 790,14 F	360,06 F	4 150,2
17/06/99	06 / 99	14095	103160	SOCOTEC	AC 06	3 790,14 F	360,06 F	4 150,2
01/07/99	07 / 99	14217	103407	SOCOTEC	AC 07	3 790,15 F	360,06 F	4 150,2
15/07/99	08 / 99	14333	103691	SOCOTEC	AC 08	3 790,14 F	360,06 F	4 150,2
21/09/99	09 / 99	15069	104109	SOCOTEC	AC 09	1 892,80 F	179,82 F	2 072,62
25/10/99	10 / 99	15365	104410	SOCOTEC	AC 10	2 052,04 F	194,94 F	2 246,98
22/11/99	11 / 99	15622	104734	SOCOTEC	AC 11	2 224,95 F	211,37 F	2 436,32
21/12/99	12 / 99	15936	105142	SOCOTEC	AC 12	2 406,94 F	228,66 F	2 635,60
27/01/00	01 / 00	16237	105238	SOCOTEC	AC 13	2 607,15 F	247,68 F	2 854,83
25/02/00	02 / 00	16540	105717	SOCOTEC	AC 14	2 825,55 F	268,43 F	3 093,98
27/03/00	03 / 00	16849	106012	SOCOTEC	AC 15	3 062,14 F	290,90 F	3 353,04
21/04/00	04 / 00	17107	106637	SOCOTEC	AC 16	3 316,94 F	281,94 F	3 598,88
24/05/00	05 / 00	17390	107308	SOCOTEC	AC 17	2 370,55 F	201,50 F	2 572,05
01/09/00	06 / 00	18328	107615	SOCOTEC	DA 18	9 850,00 F	837,25 F	10 687,25
14/12/00	12 / 00	19806	109267	SOCOTEC	AC 19	3 000,08 F	255,01 F	3 255,09
<b>MARCHE N° 98013 L.01</b>						<b>58 349,98 F</b>	<b>5 357,88 F</b>	<b>63 707,86 F</b>
<b>LB 5506 COORDINATION / SECURITE - SANTE</b>						<b>58 349,98 F</b>	<b>5 357,88 F</b>	<b>63 707,86 F</b>
<b>PRD 8 ETUDES, HONORAIRES, B.E.T.</b>						<b>587 270,73 F</b>	<b>54 944,56 F</b>	<b>642 215,29 F</b>
05/08/99	08 / 99	14526	103627	ASSOCIATION REUNION E	FA 18 / CDE 9929	1 000,00 F	95,00 F	1 095,00
31/12/97	12 / 97		101694	ATELIER PUYLAURENT	FA 9441	2 100,00 F	199,50 F	2 299,50
04/08/98	08 / 98	11529	99407	ATELIER PUYLAURENT		6 130,00 F	582,35 F	6 712,35
05/03/99	03 / 99	13112	101217	BCEOM		30 500,00 F	2 897,50 F	33 397,50
17/12/99	12 / 99	15924	104907	C.E.R.M.	FA CE99286 / CD	3 500,00 F	332,50 F	3 832,50
17/12/99	12 / 99	15923	104906	C.E.R.M.	FA CE99285 / CD	13 955,00 F	1 325,73 F	15 280,73
21/10/99	10 / 99		105356	CGE	CDE 99426	25 197,24 F	2 393,74 F	27 590,98
31/07/98	08 / 98		99613	DEBUISSY JP	FRAIS 06-07/98	599,96 F	0,00 F	599,96
30/08/99	07 / 99	14820	103611	EDF	CDE 99295	35 410,00 F	3 363,95 F	38 773,95
30/08/99	07 / 99	14820	103611	EDF	CDE 99295	0,00 F	0,00 F	0,00
23/10/98	10 / 98	12087	99969	JOURNAL OFFICIEL		755,20 F	0,00 F	755,20
12/10/98	10 / 98	12000	99932	JOURNAL OFFICIEL		1 227,20 F	0,00 F	1 227,20
09/11/98	11 / 98	12217	100121	JOURNAL OFFICIEL		802,40 F	0,00 F	802,40
14/04/99	04 / 99	13462	101673	JOURNAL OFFICIEL		816,00 F	0,00 F	816,00
22/03/99	03 / 99	13256	101310	LAROCHE JOUBERT JOEL		10 500,00 F	998,00 F	11 498,00
21/07/99	05 / 99	14388	103450	LAROCHE JOUBERT JOEL	FA 251/07 DU 09/0	4 000,00 F	380,00 F	4 380,00
10/09/99	09 / 99	14945	103984	LAROCHE JOUBERT JOEL	FA 258/09 / CDE 9	3 700,00 F	351,50 F	4 051,50

**Opération 111 MANDAT DU BOULEVARD VAUBAN**

Heure : 08:33

Date : 21/11/01

**DEPENSES REALISEES AU 31/12/2000**

Date Ar	Mois	Iméro Chron	N° auto	Nom Fournisseurs	Libellé	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
31/12/97	12 / 97		101695	LE JIR	FA 15617 Z	254,21 F	24,15 F	278,3
31/12/97	12 / 97		101697	LE JIR	FA 158648	1 227,80 F	116,64 F	1 344,4
31/12/97	12 / 97		101698	LE JIR	FA 158649	1 140,10 F	108,31 F	1 248,4
06/03/98	03 / 98	10501	98398	LE JIR		301,92 F	28,68 F	330,6
24/07/98	07 / 98	11465	99283	LE JIR		506,61 F	48,13 F	554,7
07/07/98	07 / 98	11343	99214	LE JIR		410,64 F	39,01 F	449,6
28/09/98	09 / 98	11907	99758	LE JIR		1 243,20 F	118,10 F	1 361,3
12/10/98	10 / 98	12002	99934	LE JIR		319,68 F	30,37 F	350,0
30/10/98	10 / 98	12134	99983	LE JIR		390,72 F	37,12 F	427,8
05/02/99	02 / 99	12863	100989	LE JIR		656,00 F	62,32 F	718,3
07/09/99	08 / 99	14921	103944	LE JIR	FA 686 / CDE 993	6 240,00 F	592,80 F	6 832,8
31/12/97	12 / 97		101700	LE QUOTIDIEN	FA PA / 85407	1 262,88 F	119,97 F	1 382,8
31/12/97	12 / 97		101699	LE QUOTIDIEN	FA PA / 85405	1 245,33 F	118,31 F	1 363,6
31/12/97	12 / 97		101696	LE QUOTIDIEN	FA PA / 80923	237,40 F	22,55 F	259,9
24/03/98	03 / 98	10606	98471	LE QUOTIDIEN		444,00 F	42,18 F	486,1
27/07/98	07 / 98	11471	99288	LE QUOTIDIEN		4 590,00 F	436,05 F	5 026,0
03/08/98	08 / 98	11510	99399	LE QUOTIDIEN		3 690,00 F	350,55 F	4 040,5
16/10/98	10 / 98	12036	99949	LE QUOTIDIEN		976,80 F	92,79 F	1 069,5
02/11/98	11 / 98	12168	100098	LE QUOTIDIEN		444,00 F	42,18 F	486,1
01/12/98	12 / 98	12343	100496	LE QUOTIDIEN		444,00 F	42,18 F	486,1
01/03/99	03 / 99	13078	101198	LE QUOTIDIEN		922,50 F	87,63 F	1 010,1
11/08/99	08 / 99	14625	103680	LE QUOTIDIEN	FA PA / 5720	474,98 F	45,12 F	520,1
09/09/99	09 / 99	14925	103964	LE QUOTIDIEN	FA PUB / 78602 /	7 800,00 F	741,00 F	8 541,0
30/09/99	09 / 99	15119	104142	LE QUOTIDIEN	FA PA/7836	607,97 F	57,76 F	665,7
31/12/97	12 / 97		101701	MONITEUR	FA 974845	3 595,50 F	341,57 F	3 937,0
19/03/99	03 / 99	13252	101306	NID		20 205,00 F	1 919,48 F	22 124,4
03/09/99	09 / 99	14872	103917	NID	FA 080349 / CDE	3 040,00 F	288,80 F	3 328,8
08/04/98	04 / 98	10720	98623	OMICRONE		330,00 F	31,35 F	361,3
06/05/98	05 / 98	10898	98815	OMICRONE		363,00 F	34,49 F	397,4
11/06/98	06 / 98	11114	99044	OMICRONE		2 024,62 F	192,34 F	2 216,9
07/07/98	07 / 98	11346	99217	OMICRONE		2 766,45 F	262,81 F	3 029,2
20/08/98	08 / 98	11649	99491	OMICRONE		22,10 F	2,10 F	24,2
22/09/98	09 / 98	11874	99739	OMICRONE		110,00 F	10,45 F	120,4
12/10/98	10 / 98	11997	99929	OMICRONE		22,00 F	2,09 F	24,0
10/02/99	02 / 99	12910	101054	OMICRONE		126,00 F	11,97 F	137,9
06/12/99	12 / 99	15822	104800	PREFECTURE	INDEMNISATION	1 755,20 F	0,00 F	1 755,2
22/12/98	12 / 98	12530	100588	PROJECT		8 853,84 F	841,11 F	9 694,9
02/04/99	04 / 99	13370	101510	PROJECT		48,00 F	4,56 F	52,5
17/05/99	05 / 99	13791	102094	PROJECT		64,00 F	6,08 F	70,0
06/08/99	08 / 99	14565	103652	PROJECT	FA 9914997	1 144,16 F	108,70 F	1 252,8
22/03/99	03 / 99	13267	101315	SCANNER IMPRIMERIE		3 893,80 F	369,91 F	4 263,7
02/04/99	04 / 99	13375	101514	SCANNER IMPRIMERIE		3 504,42 F	332,92 F	3 837,3
05/08/99	08 / 99	14530	103630	SCANNER IMPRIMERIE	FA 10322 / CDE 9	3 982,00 F	378,29 F	4 360,2
21/07/98	07 / 98	11447	99272	SCP ROSAIRE		1 403,59 F	127,64 F	1 531,2
16/09/99	09 / 99	15031	104008	TEMOIGNAGES	CDE 99359	4 020,00 F	381,90 F	4 401,9

**Opération 111 MANDAT DU BOULEVARD VAUBAN**

Heure : 08:33

Date : 21/11/01

**DEPENSES REALISEES AU 31/12/2000**

Date Ar	Mois	Iméro Chro	N° auto	Nom Fournisseurs	Libellé	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
19/03/99	03 / 99		101644	TRESOR PUBLIC	DDE EXTRAIT	1 275,00 F	0,00 F	1 275,00
09/09/99	09 / 99	OD	104430	TRESOR PUBLIC	FRAIS PROMESS	576,00 F	0,00 F	576,00
02/03/00	03 / 00		105591	TRESOR PUBLIC	FRAIS CADASTR	150,00 F	0,00 F	150,00
06/03/00	03 / 00		105975	TRESOR PUBLIC	SAL. DU CONSER	1 246,60 F	0,00 F	1 246,60
<b>MARCHE N°</b>						<b>240 545,03 F</b>	<b>21 972,22 F</b>	<b>262 517,25</b>
29/05/00	05 / 00	17464	106803	SECURROUTE	FA 00 05 003	42 304,00 F	3 595,84 F	45 899,84
<b>MARCHE N° CDE 2000/011</b>						<b>42 304,00 F</b>	<b>3 595,84 F</b>	<b>45 899,84</b>
<b>LB 5520 FRAIS DIVERS REMUNERABLES</b>						<b>282 849,03 F</b>	<b>25 568,06 F</b>	<b>308 417,09</b>
<b>PRD 10 AUTRES DEPENSES REMUNERABLES</b>						<b>282 849,03 F</b>	<b>25 568,06 F</b>	<b>308 417,09</b>
31/12/98	12 / 98		101692	SODIAC	PD FINANCIERS 9	-8 839,04 F	0,00 F	-8 839,04
31/12/99	12 / 99		104170	SODIAC	FRAIS FI AU 31/12	15 248,95 F	0,00 F	15 248,95
31/12/00	12 / 00		108226	SODIAC	FRAIS FI AU 31/12	24 641,45 F	0,00 F	24 641,45
<b>MARCHE N°</b>						<b>31 051,36 F</b>	<b>0,00 F</b>	<b>31 051,36</b>
<b>LB 5561 FRAIS FINANCIERS CT</b>						<b>31 051,36 F</b>	<b>0,00 F</b>	<b>31 051,36</b>
<b>PRD 13 FRAIS FINANCIERS CT</b>						<b>31 051,36 F</b>	<b>0,00 F</b>	<b>31 051,36</b>
25/11/99	11 / 99	08/111/118	104816	COMMUNE DE SAINT DEN	HG 08 / 111 / 118	37 518,69 F	3 564,28 F	41 082,97
27/05/99	05 / 99	HG 03/111/04	103260	SODIAC		6 517,68 F	619,18 F	7 136,86
11/05/99	05 / 99	FA 02/111/01	102549	SODIAC		70 226,44 F	6 671,51 F	76 897,95
21/06/99	06 / 99	04/111/054	103341	SODIAC	HG 04/111/054	38 819,48 F	3 687,85 F	42 507,33
20/09/99	09 / 99	05/111/074	104062	SODIAC	HG 05 / 111 / 074	240 926,53 F	22 888,02 F	263 814,55
21/10/99	10 / 99	06/111/100	104469	SODIAC	HG 06/111/100	70 748,57 F	6 721,11 F	77 469,68
09/11/99	11 / 99	07/111/112	104472	SODIAC	HG 07/111/112	29 745,44 F	2 825,82 F	32 571,26
31/12/99	12 / 99	11/111/160	105650	SODIAC	HG 11/111/160	27 421,34 F	2 605,03 F	30 026,37
07/12/99	12 / 99	09/111/137	104812	SODIAC	HG 09 / 111 / 137	33 908,53 F	3 221,31 F	37 129,84
31/12/99	12 / 99	10/111/155	105206	SODIAC	HG 10/111/155	752,13 F	71,45 F	823,58
31/08/00	08 / 00	12/111/47	108286	SODIAC	HG 12/111/47	17 490,28 F	1 486,67 F	18 976,95
31/12/00	12 / 00	14/111/141	109618	SODIAC	HG 14/111/141	3 713,09 F	315,61 F	4 028,70
<b>MARCHE N°</b>						<b>577 788,20 F</b>	<b>54 677,84 F</b>	<b>632 466,04 F</b>
<b>LB 5620 HONORAIRES DE GESTION PROP/DEPEN</b>						<b>577 788,20 F</b>	<b>54 677,84 F</b>	<b>632 466,04 F</b>
<b>PRD 21 HONORAIRES DE GESTION PROP / DEPENSE</b>						<b>577 788,20 F</b>	<b>54 677,84 F</b>	<b>632 466,04 F</b>
03/12/98	12 / 98	01/111/73	100851	SODIAC	FA HGF 01 / 111 /	200 000,00 F	19 000,00 F	219 000,00
23/10/00	10 / 00	13/111/090	108397	SODIAC	HG 13/111/090	80 000,00 F	6 800,00 F	86 800,00
<b>MARCHE N°</b>						<b>280 000,00 F</b>	<b>25 800,00 F</b>	<b>305 800,00 F</b>
<b>LB 5622 HONORAIRES DE GESTION FORFAITAIR</b>						<b>280 000,00 F</b>	<b>25 800,00 F</b>	<b>305 800,00 F</b>
<b>PRD 23 HONORAIRES DE GESTION FORFAITAIRES</b>						<b>280 000,00 F</b>	<b>25 800,00 F</b>	<b>305 800,00 F</b>
<b>TOTAL OPERATION</b>						<b>18 162 018,09 F</b>	<b>1 714 541,87 F</b>	<b>19 876 559,96 F</b>

OP 111 MANDAT DU BOULEVARD VAUBAN  
**RECETTES CUMULEES REALISEES AU 31/12/2000**

Heure : 08:33

Date : 21/11/01

° au	Chr	Date	Date Régl	Nom Client	Libellés	Montant HT	Montant TVA	Montant TTC
98028	01/11/74	11/12/97	27/03/98	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 01 / 111 / 74	1 380 000,00 F	0,00 F	1 380 000,00 F
98054	02/11/05	11/02/98	28/05/98	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 02/111/05	10 902,80 F	0,00 F	10 902,80 F
98181	03/11/23	17/07/98	31/10/98	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 03/111/23	243 938,52 F	0,00 F	243 938,52 F
98216	04/11/30	19/08/98	08/12/98	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 04/111/30	15 444,84 F	0,00 F	15 444,84 F
98217	05/11/31	20/08/98	08/12/98	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 05/111/31	9 677,61 F	0,00 F	9 677,61 F
98316	06/11/34	31/08/98	28/01/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 06/111/34	324 570,06 F	0,00 F	324 570,06 F
98317	07/11/39	23/09/98	28/01/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 07/111/39	5 442,21 F	0,00 F	5 442,21 F
98318	08/11/53	29/10/98	28/01/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 08/111/53	3 737,23 F	0,00 F	3 737,23 F
98661	HG 01/11	03/12/98	14/05/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 01/111/73	219 000,00 F	0,00 F	219 000,00 F
98662	HG 02/11	11/05/99	21/07/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 02/111/016	76 897,95 F	0,00 F	76 897,95 F
98462	09/11/04	11/05/99	21/07/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	FA 09/111/041	1 361 405,27 F	0,00 F	1 361 405,27 F
98663	HG 03/11	27/05/99	03/08/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 03/111/045	7 136,86 F	0,00 F	7 136,86 F
98523	10/11/04	27/05/99	03/08/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 10 / 111 / 044	183 309,94 F	0,00 F	183 309,94 F
98664	HG 04/11	21/06/99	19/08/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 04/111/054	42 507,33 F	0,00 F	42 507,33 F
98531	11/11/05	21/06/99	19/08/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 11/111/053	1 091 797,68 F	0,00 F	1 091 797,68 F
98546	12/11/07	27/07/99	18/09/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 12/111/073	4 819 180,73 F	0,00 F	4 819 180,73 F
98569	13/11/08	02/09/99	07/12/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 13 / 111 / 085	145 974,33 F	0,00 F	145 974,33 F
98572	14/11/08	07/09/99	21/12/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 14 / 111 / 088	2 626 916,72 F	0,00 F	2 626 916,72 F
98665	HG 05/11	20/09/99	07/12/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 05/111/074	263 814,55 F	0,00 F	263 814,55 F
98598	15/11/09	21/10/99	21/12/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 15/111/099	2 007 286,16 F	0,00 F	2 007 286,16 F
98666	HG 06/11	21/10/99	15/12/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 06/111/100	77 469,68 F	0,00 F	77 469,68 F
98667	HG 07/11	09/11/99	21/12/99	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 07/111/112	32 571,26 F	0,00 F	32 571,26 F
98610	16/11/11	15/11/99	29/04/00	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 16/111/111	761 364,91 F	0,00 F	761 364,91 F
98858	HG 08/11	25/11/99	23/02/00	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG SO 98668 SUPPRIME LE 15/09	41 082,97 F	0,00 F	41 082,97 F
98636	17/11/11	25/11/99	23/02/00	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 17 / 111 / 117	1 055 213,27 F	0,00 F	1 055 213,27 F
98669	HG 09/11	07/12/99	23/02/00	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 09/111/137	37 129,84 F	0,00 F	37 129,84 F
98637	18/11/13	07/12/99	23/02/00	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 18 / 111 / 136	1 309 215,16 F	0,00 F	1 309 215,16 F
98714	HG 11/11	31/12/99	11/05/00	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 11/111/160	30 026,37 F	0,00 F	30 026,37 F
98713	20/11/15	31/12/99	11/05/00	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 20/111/159	856 917,02 F	0,00 F	856 917,02 F
98687	HG 10/11	31/12/99	31/03/00	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 10/111/155	823,58 F	0,00 F	823,58 F
98686	19/11/15	31/12/99	31/03/00	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 19/111/154	23 504,03 F	0,00 F	23 504,03 F
98797	21/11/01	17/04/00	04/07/00	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 21/111/018	10 698,45 F	0,00 F	10 698,45 F
98853	022/11/4	31/08/00	02/12/00	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 022/111/046	535 872,78 F	0,00 F	535 872,78 F
98856	12/11/47	31/08/00	04/12/00	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 12/111/47	18 976,95 F	0,00 F	18 976,95 F
98876	13/11/09	23/10/00	04/01/01	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 13/111/090	86 800,00 F	0,00 F	86 800,00 F
98927	23/11/10	06/12/00	23/02/01	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 023/111/109	103 150,60 F	0,00 F	103 150,60 F
98959	024/11/1	31/12/00	10/03/01	COMMUNE DE SAINT DENIS	DR 024/111/140	28 132,17 F	0,00 F	28 132,17 F
98958	14/11/14	31/12/00	10/03/01	COMMUNE DE SAINT DENIS	HG 14/111/141	4 028,70 F	0,00 F	4 028,70 F
LB 5801 DEMANDE DE REMBOURSEMENT						19 851 918,53 F	0,00 F	19 851 918,53 F
PRD 60 DEMANDE DE REMBOURSEMENT						19 851 918,53 F	0,00 F	19 851 918,53 F
98237	VC AO	25/12/98	25/12/98	APPEL D'OFFRE		3 000,00 F	0,00 F	3 000,00 F
LB 5830 PRODUITS DIVERS						3 000,00 F	0,00 F	3 000,00 F
PRD 68 PRODUITS DIVERS						3 000,00 F	0,00 F	3 000,00 F
<b>TOTAL OPERATION</b>						<b>19 854 918,53 F</b>	<b>0,00 F</b>	<b>19 854 918,53</b>